

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Autorité de régulation
des jeux en ligne

**DÉCISION N° 2018-009 DU 4 AVRIL 2018 PORTANT DÉLIVRANCE
AU GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE PARI MUTUEL URBAIN
DE L'AUTORISATION RELATIVE AU PARTAGE DES LIQUIDITÉS DE POKER
PRÉVUE AU II DE L'ARTICLE 14 DE LA LOI N° 2010-476 DU 12 MAI 2010**

Le collège de l'Autorité de régulation des jeux en ligne ;

Vu la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne, notamment le II de son article 14 et le V de son article 34 ;

Vu la décision n° 2017-011 du collège de l'Autorité de régulation des jeux en ligne du 20 juillet 2017 relative aux modalités d'instruction et conditions d'obtention de l'autorisation prévue au II de l'article 14 de la loi ;

Vu la convention du 6 juillet 2017 relative au partage des liquidités de poker en ligne conclue entre l'Autorité de régulation des jeux en ligne, la Dirección General de Ordenación Del Juego, l'Agenzia delle Dogane e dei Monopoli et le Serviço de Regulação e Inspeção de Jogos do Instituto do Turismo de Portugal ;

Vu l'agrément de jeu de cercle en ligne délivré au groupement d'intérêt économique PARI MUTUEL URBAIN le 7 juin 2010 sous le numéro 0002-PO-2010-06-07 et renouvelé le 20 mai 2015 ;

Vu le dossier de demande déposé par le groupement d'intérêt économique PARI MUTUEL URBAIN le 7 mars 2018 ;

Vu le rapport d'instruction du 27 mars 2018 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Après en avoir délibéré le 4 avril 2018 ;

DÉCIDE :

Article 1^{er} – Le groupement d'intérêt économique PARI MUTUEL URBAIN est autorisé sous le numéro 0002-PO-LIQU-2018-04-04 à proposer aux joueurs titulaires d'un compte définitif inscrits sur son site Internet de participer à des tables de poker en ligne telles que prévues au II de l'article 14 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 susvisée.

Article 2 – L'autorisation n° 0002-PO-LIQU-2018-04-04 est délivrée pour la durée restant à courir de l'agrément de jeux de cercle en ligne n° 0002-PO-2010-06-07.

Article 3 – Le groupement d’intérêt économique PARI MUTUEL URBAIN doit respecter les obligations particulières suivantes :

- Le partage des liquidités est autorisé sous réserve de l’accord de toutes les autorités de régulation des jeux concernées ;
- Le partage des liquidités est autorisé sous réserve de l’homologation des logiciels de jeux utilisés à cet effet ;
- Le groupement d’intérêt économique PARI MUTUEL URBAIN informe l’ARJEL de toute évolution concernant l’opération de partage des liquidités, notamment de toute nouvelle adhésion au contrat de partage des liquidités ou de toute dénonciation de celui-ci.

Article 4 – La présente décision sera notifiée au groupement d’intérêt économique PARI MUTUEL URBAIN et publiée sur le site internet de l’Autorité de régulation des jeux en ligne et au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 avril 2018 ;

**Le président de l’Autorité de régulation
des jeux en ligne**

Charles COPPOLANI

Décision mise en ligne sur le site officiel de l’ARJEL le 6 avril 2018